

Les défis et opportunités du modèle coopératif agricole : Perspectives et enjeux stratégiques entre le Maroc et l'Afrique subsaharienne

The Challenges and Opportunities of the Agricultural Cooperative Model: Strategic Perspectives and Issues between Morocco and Sub-Saharan Africa

Mariam KERROUCH

Docteur en sciences économiques et gestion
Faculté des Sciences Juridiques, Économiques et Sociales de Meknès
Université Moulay Ismail.
Laboratoire d'Etudes et de Recherches Économiques et Sociales
Maroc

Date de soumission : 03/11/2024

Date d'acceptation : 05/01/2025

Pour citer cet article :

KERROUCH. M. (2025) « Les défis et opportunités du modèle coopératif agricole : Perspectives et enjeux stratégiques entre le Maroc et l'Afrique subsaharienne », Revue Française d'Économie et de Gestion « Volume 6 : Numéro 1 » pp : 318- 334.

Author(s) agree that this article remain permanently open access under the terms of the Creative Commons Attribution License 4.0 International License



Résumé

La coopération sud-sud s'impose comme un levier pour le développement agricole en Afrique, favorisant l'échange de savoirs, d'expériences et de ressources entre les pays du Sud (Kidane, W., Maetz, M., & Dardel, P., 2006). Le Maroc, acteur clé dans ce domaine, a multiplié les initiatives en collaboration avec la FAO et d'autres partenaires africains.

Depuis 2014, un fonds fiduciaire de 1,2 million de dollars US, co-géré par le Maroc et la FAO, a soutenu des projets tripartites ciblant la formation et le renforcement des compétences locales. Ces projets couvrent des thématiques essentielles comme l'irrigation, la fertilité des sols et la modernisation agricole. De plus, le Maroc a partagé son Plan Maroc Vert, offrant un modèle inspirant pour le continent.

Ce travail examine l'expérience marocaine en matière de coopération sud-sud agricole, en mettant en lumière ses réussites, défis et leçons apprises. L'objectif est de diffuser les bonnes pratiques, d'identifier les facteurs de succès et d'explorer les perspectives futures pour intensifier cette coopération. S'appuyant sur une analyse documentaire des projets réalisés, il ambitionne de servir de référence aux acteurs engagés dans le développement agricole en Afrique, en renforçant les synergies pour un impact durable.

Mots clés : Afrique ; Coopération agricole ; Croissance ; Développement durable ; Intégration régionale.

Abstract

South-South cooperation has emerged as a key driver for agricultural development in Africa, fostering the exchange of knowledge, experiences, and resources among Southern countries (Kidane, W., Maetz, M., & Dardel, P., 2006). Morocco, a leading actor in this field, has undertaken numerous initiatives in collaboration with the FAO and other African partners.

Since 2014, a trust fund of USD 1.2 million, co-managed by Morocco and the FAO, has supported tripartite projects focused on training and building local capacities. These projects address essential areas such as irrigation, soil fertility, and agricultural modernization. Furthermore, Morocco has shared its Green Morocco Plan, providing an inspiring model for the continent.

This work examines Morocco's experience in agricultural South-South cooperation, highlighting its successes, challenges, and lessons learned. The objective is to disseminate best practices, identify success factors, and explore future prospects for enhancing this cooperation. Based on a documentary analysis of implemented projects, it aims to serve as a reference for stakeholders engaged in agricultural development in Africa, strengthening synergies for lasting impact.

Keywords: Africa ; Agricultural cooperation ; Growth ; Sustainable development ; Regional integration

Introduction

La coopération sud-sud, définie comme la collaboration entre pays en développement pour le bénéfice mutuel, s'est imposée comme une stratégie clé pour le développement durable (UNDP, 2013). Cette forme de coopération repose sur des principes de solidarité, de respect de la souveraineté nationale et de non-ingérence, visant à renforcer les capacités des pays partenaires et à promouvoir un développement équilibré. En Afrique, la coopération sud-sud joue un rôle important dans le secteur agricole, où les pays partagent des défis communs tels que la sécurité alimentaire, les changements climatiques, et la gestion des ressources naturelles, ainsi que des opportunités similaires liées à l'exploitation des potentialités agricoles et à l'innovation technologique.

Les pays africains, notamment ceux de l'Afrique afrisaharienne, font face à des défis structurels profonds dans le secteur agricole. Ces défis incluent une faible productivité agricole, un accès limité aux technologies modernes et aux intrants agricoles, ainsi que des infrastructures de marché insuffisantes. Dans ce contexte, la coopération sud-sud permet aux pays de partager des solutions adaptées à leurs contextes spécifiques. Par exemple, les pratiques d'agriculture de conservation adoptées par certains pays peuvent être transférées à d'autres régions, améliorant ainsi la résilience des systèmes agricoles face aux aléas climatiques.

Le Maroc, avec son expérience notable dans la mise en œuvre de politiques agricoles efficaces et durables, s'est positionné en leader de cette coopération. Le Plan Maroc Vert, lancé en 2008, constitue un exemple emblématique de stratégie agricole intégrée visant à moderniser le secteur tout en garantissant un développement inclusif et respectueux de l'environnement. Cette initiative a permis au Maroc de renforcer sa production agricole, d'améliorer les conditions de vie des agriculteurs et de promouvoir des pratiques agricoles durables. Fort de ces succès, le Maroc a multiplié les actions de coopération avec d'autres pays africains, soutenu par des initiatives telles que le fonds fiduciaire lancé en 2014 en partenariat avec la FAO.

Les dynamiques socio-économiques jouent un rôle central dans le développement et la réussite des coopératives agricoles. La coopération sud-sud, en facilitant l'échange de connaissances et de technologies, permet d'aborder les aspects socio-économiques complexes qui influencent la performance des coopératives. Par exemple, les formations techniques et les programmes de renforcement des capacités peuvent améliorer les compétences des agriculteurs, augmentant ainsi leur productivité et leurs revenus. De plus, l'accès à des financements adaptés et à des services de soutien peut aider les coopératives à surmonter les obstacles économiques et à se développer de manière durable.

L'importance de ces dynamiques se reflète également dans l'amélioration des conditions de vie des communautés rurales. En renforçant les capacités locales et en favorisant l'accès aux ressources, la coopération sud-sud contribue à la réduction de la pauvreté et à la promotion de l'inclusion sociale. Les projets de coopération impliquant le Maroc et d'autres pays africains ont souvent mis l'accent sur des aspects tels que l'autonomisation des femmes et des jeunes, la diversification des sources de revenus, et la promotion de pratiques agricoles respectueuses de l'environnement. Ces initiatives montrent comment les dynamiques socio-économiques peuvent être orientées vers un développement agricole plus équitable et durable.

Problématique

Dans un contexte de coopération sud-sud en plein essor, ***En quoi le modèle coopératif agricole constitue-t-il une réponse pertinente aux défis socio-économiques et politiques des agriculteurs au Maroc et en Afrique subsaharienne ?***

Afin de répondre à la problématique posée, cet article s'articule autour de plusieurs axes principaux. Tout d'abord, une revue de littérature permettra d'explorer les travaux existants sur le modèle coopératif agricole et ses dynamiques. Ensuite, la méthodologie retenue pour cette étude sera exposée. Le troisième axe s'intéressera à la définition du modèle coopératif agricole et à son évolution historique, afin d'en comprendre les fondements. Nous analyserons par la suite les réussites du modèle coopératif agricole en mettant en lumière des expériences concrètes au Maroc et en Afrique. Les défis spécifiques auxquels ce modèle fait face seront également examinés, tenant compte des particularités socio-économiques et structurelles de la région. Enfin, l'article proposera une synthèse des leçons apprises et ouvrira des perspectives vers une transition vers une agriculture 2.0 plus performante et durable.

1. Revue de littérature

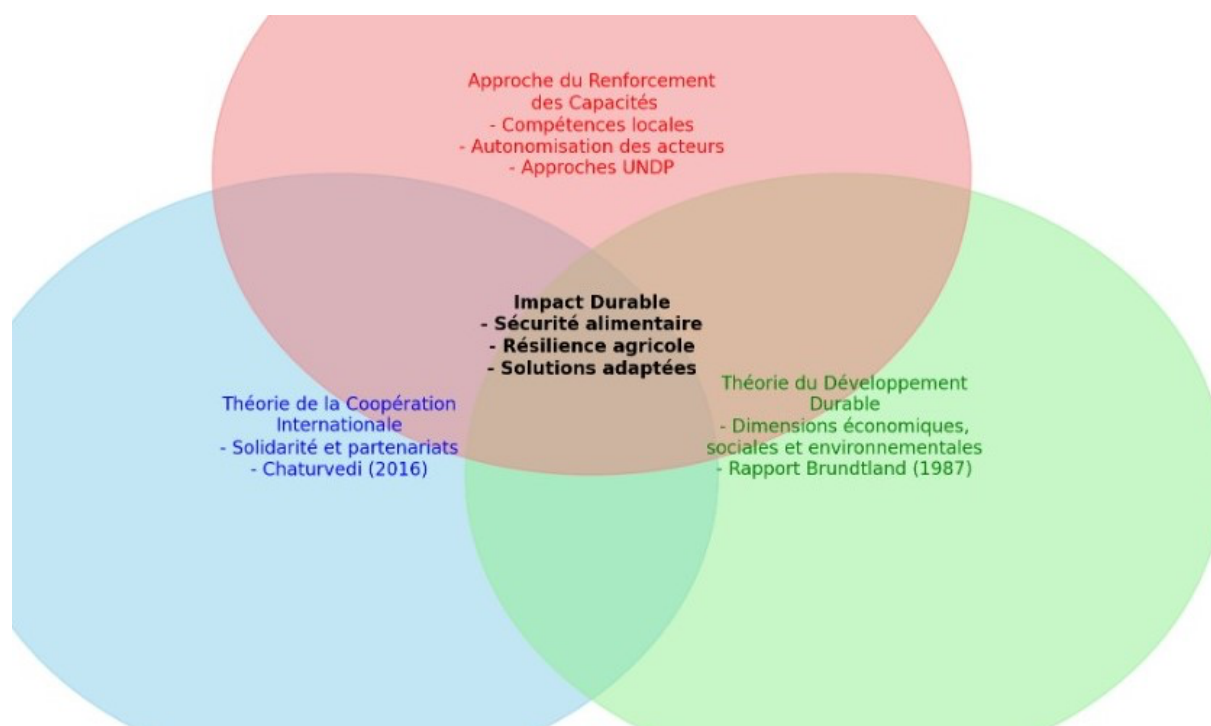
La coopération sud-sud peut être analysée à travers plusieurs cadres théoriques, notamment ceux de la coopération internationale et du développement durable. La théorie de la coopération internationale met en avant l'importance de la solidarité entre les pays en développement et l'échange de connaissances et de technologies pour surmonter les défis communs. Selon Chaturvedi (2016), la coopération sud-sud repose sur des principes de partenariat égalitaire, d'appropriation nationale et de bénéfices mutuels, contrastant avec les relations asymétriques souvent observées dans la coopération nord-sud.

D'un point de vue théorique, la coopération sud-sud est perçue comme un moyen de renforcer les capacités locales et de promouvoir un développement endogène. Les pays participants bénéficient des expériences et des succès de leurs pairs, ce qui permet une adaptation plus

efficace des pratiques et des technologies aux contextes locaux. Cette approche favorise également l'appropriation des projets par les acteurs locaux, augmentant ainsi leur durabilité et leur impact à long terme.

La théorie du développement durable, quant à elle, souligne la nécessité d'un développement équilibré prenant en compte les dimensions économiques, sociales et environnementales. Le rapport de la Commission mondiale sur l'environnement et le développement (WCED, 1987), connu sous le nom de rapport Brundtland, définit le développement durable comme "un développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures à répondre aux leurs". Dans le contexte de la coopération agricole sud-sud, cela implique la promotion de pratiques agricoles qui améliorent la productivité tout en préservant les ressources naturelles, en réduisant les impacts environnementaux négatifs et en assurant des conditions de vie décentes pour les agriculteurs.

Figure 1 : Modèle conceptuel des cadres théoriques



Source : établi par nos soins

2. Méthodologie

La méthodologie utilisée pour cette étude repose sur une analyse documentaire des projets de coopération menés par le Maroc, des rapports de la FAO et des publications académiques pertinentes. Cette approche permet de collecter et de synthétiser les informations disponibles sur les initiatives de coopération sud-sud dans le secteur agricole, en mettant l'accent sur les

expériences marocaines et leur impact sur le développement agricole en Afrique (FAO, 2019; UNDP, 2020).

L'analyse documentaire comprend l'examen des rapports de la FAO, des études de cas des projets tripartites entre le Maroc, la FAO et les pays africains, ainsi que des publications académiques et des documents de politique. Les rapports de la FAO fournissent des données détaillées sur les projets de coopération, y compris les objectifs, les activités, les résultats et les défis rencontrés (FAO, 2019). Les études de cas permettent d'illustrer des exemples concrets de mise en œuvre et de tirer des leçons pratiques des expériences sur le terrain (FAO, 2018).

En complément, les publications académiques offrent des perspectives théoriques et analytiques sur les dynamiques de la coopération sud-sud et du développement agricole en Afrique. Elles apportent des insights sur les facteurs de réussite, les obstacles et les impacts des initiatives de coopération (Banque Mondiale, 2019). Les documents de politique, quant à eux, fournissent un cadre contextuel et institutionnel pour comprendre les stratégies et les priorités des gouvernements et des organisations internationales impliquées dans la coopération agricole (OECD, 2019).

3. Modèle coopératif agricole : Définition et historique

Le modèle coopératif agricole repose sur la mutualisation des ressources et des efforts des agriculteurs pour atteindre des objectifs communs. Les coopératives agricoles permettent aux membres de bénéficier de meilleures conditions de production, d'accès aux marchés, de financement et de services techniques (FAO, 2020; Chloupkova et Bjørnskov, 2002). Elles jouent un rôle majeur dans l'amélioration de la productivité, la réduction des coûts et l'augmentation des revenus des agriculteurs (Münkner, 2012).

Les coopératives se distinguent par leur structure démocratique et leur orientation vers le service aux membres. Chaque membre dispose d'une voix égale dans les décisions de la coopérative, indépendamment de la taille de son exploitation (ICA, 2019; Birchall, 2014). Cette gouvernance démocratique favorise la participation active des agriculteurs et leur implication dans la gestion de la coopérative (OECD, 2021). De plus, les coopératives peuvent offrir une gamme de services adaptés aux besoins de leurs membres, tels que l'achat groupé d'intrants, la commercialisation collective des produits, et l'accès à des formations techniques et à des conseils en gestion agricole (Cook, 1995).

Le modèle coopératif permet également de renforcer le pouvoir de négociation des agriculteurs. En se regroupant au sein de coopératives, les agriculteurs peuvent accéder à des marchés plus rémunérateurs et obtenir de meilleures conditions de vente pour leurs produits (FAO, 2020;

Fulton, 1995). Les coopératives peuvent également établir des partenariats avec des institutions financières et des organismes de développement pour accéder à des financements adaptés et à des programmes de soutien (World Bank, 2019). Ainsi, les coopératives jouent un rôle clé dans l'amélioration des conditions économiques et sociales des agriculteurs, en leur offrant des opportunités de développement et en renforçant leur résilience face aux défis du secteur agricole (UNDP, 2020; Levi, 2006).

3.1. Bref aperçu de son évolution au Maroc et en Afrique subsaharienne

Au Maroc, le modèle coopératif agricole a connu une évolution significative, notamment avec le lancement du Plan Maroc Vert. Cette initiative a encouragé la création de nombreuses coopératives, renforçant ainsi la capacité des agriculteurs à accéder aux marchés et à améliorer leur productivité (Ministère de l'Agriculture, 2020 ; Karmaoui et al., 2014). En Afrique, le modèle coopératif a également été adopté dans plusieurs pays, avec des résultats variés en fonction des contextes locaux (FAO, 2019 ; Wanyama et al., 2009). Les coopératives ont joué un rôle important dans la promotion du développement rural et l'amélioration des conditions de vie des agriculteurs (IFAD, 2021).

Historiquement, les coopératives agricoles au Maroc ont émergé dans les années 1960 et 1970, à la suite des réformes agraires et des politiques de développement rural. Cependant, c'est avec le Plan Maroc Vert que le modèle coopératif a véritablement pris son essor (Ministère de l'Agriculture, 2020). Le gouvernement marocain a mis en place des mesures incitatives pour encourager la formation de coopératives et soutenir leur développement (OECD, 2021). Ces mesures incluent des subventions, des programmes de formation, et des partenariats avec des institutions financières et des organisations internationales. Grâce à ces initiatives, le nombre de coopératives agricoles au Maroc a considérablement augmenté, passant de quelques centaines à plus de 14 000 coopératives en 2020 (FAO, 2020).

En Afrique, le développement des coopératives agricoles a également été influencé par les politiques nationales et les initiatives régionales. Par exemple, en Afrique de l'Est, les coopératives ont joué un rôle important dans la promotion des cultures de rente telles que le café et le thé (IFAD, 2021 ; Poulton et al., 2008). En Afrique de l'Ouest, les coopératives de producteurs de cacao et de noix de cajou ont contribué à l'amélioration des conditions de vie des agriculteurs et à la valorisation des produits agricoles sur les marchés internationaux (FAO, 2019). Les organisations régionales, telles que l'Union Africaine et le NEPAD, ont également soutenu le développement des coopératives en promouvant des politiques favorables et en

facilitant les échanges d'expériences et de bonnes pratiques entre les pays (UNDP, 2020; Wanyama et al., 2009).

3.2. Historique de la coopération Maroc-Afrique subsaharienne en agriculture

La coopération agricole entre le Maroc et les pays d'Afrique subsaharienne s'est intensifiée au cours des dernières décennies, renforcée par des initiatives bilatérales et multilatérales visant à promouvoir le développement agricole et rural. Voici un aperçu de l'évolution de cette coopération :

- Années 1960-1970 : Les Premiers pas de la coopération

Dès les années 1960 et 1970, le Maroc a commencé à tisser des liens avec les pays d'Afrique subsaharienne. Ces premiers échanges étaient principalement marqués par des accords bilatéraux et des échanges de bonnes pratiques agricoles. Le Maroc, riche de son expérience en matière de réforme agraire et de développement rural, a partagé ses connaissances et son savoir-faire avec plusieurs pays africains.

- Années 1980-1990 : Renforcement des partenariats

Dans les années 1980 et 1990, le Maroc a renforcé ses partenariats avec plusieurs pays africains à travers des projets de coopération technique. Ces projets visaient principalement le développement de l'agriculture irriguée, l'amélioration des techniques de production et la formation des agriculteurs. Durant cette période, le Maroc a également commencé à accueillir des étudiants africains dans ses institutions agricoles, renforçant ainsi les liens éducatifs et professionnels.

- Années 2000 : Lancement d'initiatives stratégiques

Au début des années 2000, la coopération agricole entre le Maroc et les pays d'Afrique subsaharienne a pris une dimension stratégique avec le lancement de plusieurs initiatives régionales. En 2008, le Plan Maroc Vert a marqué un tournant décisif. Ce plan ambitieux visait à moderniser l'agriculture marocaine tout en intégrant des volets de coopération internationale, notamment avec l'Afrique subsaharienne.

Des projets concrets ont vu le jour, tels que des programmes de formation et de transfert de technologie, ainsi que des projets de développement rural intégrés. Par exemple, des experts marocains ont été envoyés dans plusieurs pays africains pour partager leur expertise en matière de gestion de l'eau, d'irrigation et de techniques agricoles modernes.

- **Années 2010 : Intensification de la coopération Sud-Sud**

La décennie 2010 a été marquée par une intensification de la coopération Sud-Sud. En 2016, le Maroc a rejoint l'Union africaine, ce qui a encore renforcé ses liens avec le continent. De nombreux accords de coopération ont été signés, notamment dans le domaine agricole.

Un exemple notable est le fonds fiduciaire marocain en partenariat avec la FAO, qui a financé plusieurs projets agricoles en Afrique subsaharienne (FAO, 2020). Ces projets ont notamment visé la sécurité alimentaire, l'irrigation durable et l'agriculture résiliente au changement climatique.

- **2020 et au-delà : Vers une coopération renforcée et durable**

La coopération agricole entre le Maroc et l'Afrique subsaharienne continue de se renforcer. Les échanges de connaissances et de technologies agricoles se poursuivent, avec un accent particulier sur la durabilité et la résilience face aux défis climatiques. Le Maroc joue un rôle actif dans les initiatives régionales telles que la Grande Muraille Verte et les programmes de l'Union africaine pour le développement agricole (UNDP, 2020).

En outre, des partenariats public-privé sont encouragés pour soutenir les projets agricoles à grande échelle et promouvoir les investissements dans le secteur agricole en Afrique subsaharienne. Les coopératives agricoles, en particulier, bénéficient de programmes de soutien technique et financier, reflétant l'engagement du Maroc à promouvoir un développement agricole inclusif et durable sur le continent.

4. Réussites du modèle coopératif agricole : Une perspective Maroc-Afrique

La coopération agricole entre le Maroc et les pays africains a joué un rôle intéressant dans le renforcement des capacités locales et la promotion du développement agricole durable en Afrique. Depuis le lancement du Plan Maroc Vert en 2008, le Maroc a été un acteur clé dans la mise en œuvre de projets de coopération tripartites avec la FAO et divers pays africains. Ces initiatives ont non seulement facilité le transfert de connaissances et de technologies, mais ont également renforcé les capacités des agriculteurs à travers le continent, en adaptant les meilleures pratiques marocaines aux réalités locales.

4.1. Renforcement des capacités locales à travers la coopération Sud-Sud

Depuis 2014, le Maroc a lancé plusieurs initiatives de coopération tripartite avec la FAO et divers pays africains, visant à renforcer les capacités des agriculteurs dans des domaines cruciaux tels que l'irrigation, l'horticulture et la gestion durable des ressources naturelles (FAO, 2018). Ces programmes ont été adaptés aux besoins spécifiques des agriculteurs africains,

prenant en compte les diversités climatiques, les types de sols et les cultures dominantes sur le continent.

Les formations pratiques sur le terrain, dispensées par des experts marocains, ont permis aux agriculteurs d'acquérir des compétences directement applicables, comme l'utilisation de systèmes d'irrigation efficaces adaptés aux conditions arides. Ces formations ont non seulement amélioré les rendements agricoles mais ont également renforcé la résilience des communautés rurales face aux changements climatiques et environnementaux croissants.

Les initiatives de renforcement des capacités en gestion agricole et en entrepreneuriat rural ont occupé un rôle dans l'autonomisation économique des agriculteurs, en les aidant à diversifier leurs revenus et à accéder à de nouveaux marchés. La promotion des coopératives agricoles a été au cœur de ces efforts, permettant aux agriculteurs de mieux négocier collectivement sur les marchés locaux et internationaux.

4.2. Partage des politiques agricoles : Le cas du plan Maroc vert

Le Plan Maroc Vert, lancé en 2008, a été une référence essentielle pour plusieurs pays africains en matière de modernisation agricole durable (Benabdallah, 2019). Adapté aux contextes locaux, ce plan intégré a combiné des mesures de soutien aux petites exploitations avec des investissements dans les grandes exploitations à fort potentiel, visant à réduire les écarts de développement rural et à favoriser l'émergence d'une classe moyenne agricole.

Les échanges de politiques agricoles entre le Maroc et les pays africains partenaires ont facilité l'adoption de pratiques agricoles innovantes et durables adaptées aux réalités locales. Les collaborations en recherche agricole ont permis le développement de nouvelles variétés de cultures résilientes et l'intégration de technologies agricoles avancées, renforçant ainsi la productivité et la durabilité des systèmes agricoles en Afrique.

Tableau 1 : Analyse de la coopération agricole entre le Maroc et les pays de l'Afrique subsaharienne

Forces	Faiblesses
1. Transfert de connaissances et technologies adaptées aux réalités locales.	1. Hétérogénéité des besoins agricoles et conditions locales.
2. Renforcement des capacités locales par des formations pratiques.	2. Limites financières et logistiques pour les projets à grande échelle.
3. Soutien gouvernemental et partenariat avec des organisations internationales (FAO).	3. Manque de coordination entre les acteurs du secteur.

4. Développement des coopératives agricoles facilitant l'accès aux marchés.	4. Résistance à l'adoption rapide des nouvelles technologies par certains agriculteurs.
Opportunités	Menaces
1. Croissance du marché agricole africain.	1. Concurrence d'autres modèles de coopération agricole.
2. Besoin urgent de pratiques agricoles durables face aux changements climatiques.	2. Instabilité politique et conflits internes dans certains pays africains.
3. Partenariats public-privé et financement international pour soutenir les projets.	3. Risques climatiques affectant la durabilité des projets agricoles.
4. Émergence d'une classe moyenne agricole en Afrique, créant des opportunités économiques.	4. Retards dans l'adoption des technologies agricoles.

Source : établi par nos soins

Les forces identifiées, telles que le transfert de technologies adaptées aux réalités locales et le soutien institutionnel, mettent en avant les atouts stratégiques du Maroc dans ce partenariat. Cependant, les faiblesses, comme l'hétérogénéité des besoins locaux et le manque de coordination entre les parties prenantes, soulignent les contraintes structurelles qui limitent l'efficacité des initiatives. Les opportunités, notamment l'essor du marché agricole africain et l'intérêt croissant pour des pratiques agricoles durables, témoignent du potentiel économique et écologique de cette coopération. En revanche, les menaces, telles que les conflits politiques et les défis climatiques, représentent des risques significatifs pour la pérennité des projets.

5. Défis spécifiques du modèle coopératif agricole Maroc-Afrique

La coopération agricole entre le Maroc et les pays africains représente une opportunité stratégique pour renforcer les systèmes alimentaires régionaux et améliorer la résilience des communautés agricoles face aux défis contemporains. Cependant, cette collaboration n'est pas exempte de défis spécifiques qui nécessitent une coordination rigoureuse et une harmonisation des initiatives. Ce segment examine les principaux défis rencontrés dans la mise en œuvre du modèle coopératif agricole Maroc-Afrique, en mettant l'accent sur la coordination des projets, l'harmonisation des politiques et les stratégies pour surmonter ces obstacles afin de maximiser les bénéfices pour toutes les parties prenantes.

- **Coordination et harmonisation des initiatives :**

La coordination efficace des projets de coopération au sein de la région marocaine et africaine reste un défi majeur (Adam, 2020). Les différences bureaucratiques et les diversités institutionnelles peuvent entraver la mise en œuvre rapide des initiatives communes. Il est essentiel d'établir des mécanismes de coordination rigoureux, incluant des comités de pilotage multi-acteurs et une communication transparente entre toutes les parties prenantes.

- **Mobilisation de ressources et infrastructure :**

Les défis liés à l'insuffisance des infrastructures de transport, de stockage et de marché restent des obstacles importants au développement agricole durable en Afrique (FAO, 2017). Pour surmonter ces obstacles, il est fondamental de mobiliser des ressources supplémentaires à travers des partenariats publics-privés et des financements internationaux. Les investissements dans les infrastructures rurales sont indispensables pour améliorer l'efficacité des chaînes de valeur agricole et augmenter la compétitivité des produits agricoles marocains et africains sur les marchés mondiaux.

- **Adaptation aux contextes locaux et culturels :**

Les différences culturelles et économiques entre les pays partenaires peuvent influencer significativement la mise en œuvre des initiatives de coopération agricole (Moyo, 2019). Une approche adaptative et participative, intégrant une compréhension profonde des spécificités locales, est essentielle pour assurer la pertinence et l'acceptation des interventions par les communautés rurales. La consultation et l'implication des acteurs locaux dans la planification et l'exécution des projets sont indispensables pour maximiser leur impact positif.

6. Leçons apprises et perspectives futures : Vers une agriculture 2.0

Dans un contexte où l'agriculture demeure un pilier central de l'économie et de la sécurité alimentaire, le Maroc et les pays africains affrontent des défis complexes, exacerbés par les changements climatiques et les pressions démographiques. Face à ces enjeux, l'innovation technologique émerge comme un levier essentiel pour transformer ces défis en opportunités durables. L'intégration des technologies numériques et des pratiques agricoles modernes peut non seulement améliorer la productivité et la résilience des systèmes agricoles, mais également renforcer les capacités des agriculteurs à s'adapter aux réalités changeantes.

• **Promotion de l'innovation et renforcement des capacités institutionnelles :**

La transformation agricole repose sur la capacité à adapter les technologies aux spécificités locales, en tenant compte des réalités socio-économiques et environnementales propres à chaque région. Au Maroc, par exemple, la gestion de l'eau constitue un enjeu critique, abordé

avec succès grâce à l'introduction de systèmes d'irrigation goutte-à-goutte, optimisant ainsi l'utilisation des ressources hydriques et augmentant les rendements agricoles. En Afrique subsaharienne, l'adoption de variétés de cultures résistantes à la sécheresse a été cruciale pour assurer la sécurité alimentaire dans un contexte climatique imprévisible.

Cependant, le succès de ces innovations ne dépend pas uniquement de leur pertinence technique, mais aussi de la capacité des agriculteurs à les adopter et à les maîtriser. Cela nécessite des efforts continus en formation, accompagnement, et sensibilisation. Les programmes de coopération doivent intégrer des composantes de formation continue, en soutenant les agriculteurs dans l'apprentissage des technologies et des pratiques innovantes.

Par ailleurs, le renforcement des capacités institutionnelles reste une priorité. Les institutions locales et régionales doivent disposer des compétences et ressources nécessaires pour planifier, mettre en œuvre, et évaluer les projets de développement agricole. Cela inclut la formation en gestion de projet, la mise en place de mécanismes de suivi évaluatifs, et la promotion d'une gouvernance participative impliquant les communautés locales et les coopératives agricoles. Ces approches participatives, déjà mises en œuvre avec succès au Maroc et en Afrique subsaharienne, renforcent la durabilité des projets et assurent une répartition équitable des bénéfices.

- **Agriculture 2.0 et perspectives d'avenir :**

La stratégie "Génération Green 2020-2030" du Maroc incarne une évolution vers l'agriculture 2.0, en mettant un accent particulier sur la digitalisation et l'intégration des nouvelles technologies. Cette approche vise à moderniser le secteur en permettant aux agriculteurs d'accéder à des outils performants, tels que les applications mobiles, les systèmes d'information géographique (SIG), et les capteurs intelligents. Par exemple, l'utilisation de drones pour surveiller les cultures ou de plateformes numériques pour la vente directe des produits agricoles constitue une révolution dans la gestion des exploitations agricoles.

Un axe fondamental de cette stratégie est le soutien aux jeunes agriculteurs, à travers la formation, l'accès au financement, et l'accompagnement technique. Ces jeunes jouent un rôle moteur dans la transition vers une agriculture modernisée, innovante, et inclusive. Les centres de formation professionnelle agricole et les initiatives de coopération Sud-Sud favorisent également l'échange d'expertise et le transfert technologique. Le Maroc, en tant que leader régional, partage son expérience et ses succès en matière d'agriculture 2.0 avec plusieurs pays d'Afrique subsaharienne, renforçant ainsi la résilience des systèmes agricoles dans la région.

- **Actions recommandées :**

Pour maximiser les impacts de cette transformation agricole, plusieurs actions stratégiques sont préconisées :

- Promotion du partage de connaissances : Établir des plateformes régionales et des réseaux de coopération pour faciliter les échanges d'expériences et de pratiques innovantes.
- Intégration technologique : Renforcer l'adoption des technologies numériques pour améliorer la productivité et la durabilité.
- Renforcement des capacités institutionnelles : Accompagner les institutions locales dans la gestion des projets agricoles, notamment via la formation et l'établissement de mécanismes évaluatifs.
- Engagement politique : Encourager une coordination accrue au niveau national et régional, soutenue par des politiques inclusives et cohérentes, alignées sur les objectifs de développement durable.

En intégrant ces dimensions, le Maroc et ses partenaires africains peuvent transformer les défis agricoles en opportunités, tout en construisant une agriculture plus résiliente, inclusive, et durable.

Conclusion

La coopération sud-sud et le modèle coopératif agricole offrent des opportunités significatives pour le développement durable en Afrique. En mutualisant les ressources et les efforts des agriculteurs, les coopératives peuvent améliorer la productivité, renforcer la sécurité alimentaire et promouvoir le développement rural. Cependant, elles doivent également faire face à des défis économiques, sociaux et politiques importants. Il est donc essentiel de promouvoir un cadre réglementaire favorable, de renforcer les capacités des membres des coopératives et de favoriser l'inclusion sociale et la participation démocratique (Birchall, 2003). Une approche intégrée, combinant l'agriculture 2.0 avec le modèle coopératif, offre une réponse prometteuse pour ces défis.

Les expériences du Maroc et d'autres pays africains montrent que le modèle coopératif agricole peut être vital dans la promotion du développement durable et la réduction de la pauvreté (FAO, 2014). Les initiatives de coopération sud-sud, telles que le fonds fiduciaire marocain en partenariat avec la FAO, ont permis de renforcer les capacités locales, d'améliorer les conditions de production et de promouvoir des pratiques agricoles durables (FAO, 2013). Pour maximiser leur impact, il est essentiel de promouvoir des politiques et des programmes de soutien adaptés aux besoins des coopératives et des communautés rurales (Develtere et Pollet, 2008).

La coopération sud-sud et le modèle coopératif agricole, enrichis par les innovations de l'agriculture 2.0, offrent des solutions prometteuses pour le développement durable en Afrique. L'intégration de technologies avancées, comme les systèmes d'information géographique et les capteurs intelligents, permet de mieux gérer les ressources agricoles et d'améliorer la productivité, comme le montre l'expérience du Maroc avec la gestion de l'eau. En partageant ces technologies et ces connaissances à travers des initiatives de coopération, les pays africains peuvent renforcer leurs capacités locales et adopter des pratiques agricoles durables. Cependant, pour tirer pleinement parti de ces opportunités, il est crucial de mettre en place des politiques adaptées, de renforcer les capacités institutionnelles et d'assurer une inclusion sociale efficace. En conjuguant technologie et coopération, le Maroc et ses partenaires africains montrent la voie vers une agriculture plus résiliente et inclusive, avec des perspectives de développement durable pour tout le continent.

Cependant, cette recherche, limitée à une analyse documentaire, ne permet pas de mesurer directement l'impact concret des initiatives sur le terrain. Les contextes variés des pays africains soulèvent également des questions quant à la transférabilité de ces résultats. Pour aller plus loin, des études de terrain et des analyses comparatives seraient nécessaires pour identifier les facteurs spécifiques de succès des coopératives agricoles et évaluer leur impact à long terme. En dépit de ces limites, cet article contribue à enrichir le débat scientifique sur le rôle de la coopération sud-sud et du modèle coopératif agricole dans le développement durable. En s'appuyant sur des pratiques éprouvées et des perspectives technologiques innovantes, il ouvre des pistes pour une agriculture plus résiliente, inclusive et durable en Afrique.

Bibliographie

Articles de revue

- Barrett, C. B., & Swallow, B. M. (2006). Fractal Poverty Traps. *World Development*, 34(1), 1-15.
- Borda-Rodriguez, A., & Vicari, S. (2014). Rural co-operative resilience: The case of Malawi. *Journal of Co-operative Organization and Management*, 2(1), 43-52.
- Kuria, D. (2017). Role of agricultural cooperatives in achieving food security in Africa. *Journal of Agricultural Extension and Rural Development*, 9(5), 98-106.
- Pretty, J. (2008). Agricultural sustainability: concepts, principles and evidence. *Philosophical Transactions of the Royal Society B: Biological Sciences*, 363(1491), 447-465.
- Renard, M. C. (2003). Fair trade: quality, market and conventions. *Journal of Rural Studies*, 19(1), 87-96.

- Wanyama, F. O., Develtere, P., & Pollet, I. (2009). Reinventing the wheel? African cooperatives in a liberalized economic environment. *Annals of Public and Cooperative Economics*, 80(3), 361-392.

Ouvrages

- Altieri, M. A. (2018). *Agroecology: The science of sustainable agriculture*. CRC Press.
- Birchall, J. (2003). *Rediscovering the Cooperative Advantage: Poverty Reduction through Self-help*. International Labour Organization.
- Birchall, J. (2004). *Cooperatives and the Millennium Development Goals*. International Labour Organization.
- Gereffi, G., & Fernandez-Stark, K. (2016). *Global value chain analysis: A primer*. Duke University.
- Utting, P. (2015). *Social and Solidarity Economy: Beyond the Fringe?* Zed Books.

Chapitres d'ouvrages collectifs

- Bijman, J., Muradian, R., & Cechin, A. (2012). Agricultural cooperatives and value chain coordination. Dans *Value Chains, Social Inclusion and Economic Development* (pp. 82-102). Routledge.
- Hazell, P. (2012). Agriculture's contributions to economic growth and poverty reduction: The role of rural nonfarm activities. Dans *Agricultural R&D in the Developing World* (pp. 56-73). IFPRI.

Rapports

- Allen, T., Heinrigs, P., & Heo, I. (2021). *Agriculture, Food and Jobs in West Africa*. OECD Development Centre Working Papers.
- FAO. (2013). *Agricultural cooperatives: Paving the way for food security and rural development*. Food and Agriculture Organization of the United Nations.
- FAO. (2014). *The State of Food and Agriculture 2014: Innovation in family farming*. Food and Agriculture Organization of the United Nations.
- FAO. (2018). *Sustainable agricultural mechanization: A framework for Africa*. Food and Agriculture Organization of the United Nations.
- FAO. (2019). *The State of Food Security and Nutrition in the World 2019*. Food and Agriculture Organization of the United Nations.
- World Bank. (2019). *The World Bank Annual Report 2019*. World Bank.

Travaux universitaires et papiers de travail

- Hoddinott, J., Headey, D., & Dereje, M. (2012). Livestock and Household Food Security: Evidence from Rural Ethiopia. ESSP II Working Paper 44. International Food Policy Research Institute.